L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
IMPRIMÉ PAR JEROME BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 1er. DECEMBRE 1835.

THEATRE DE LA RUE ST. CHARLES.

L'ouverture de ce Théâtre a eu lieu hier soir, et nous avons été, quant à nous, réellement surpris de tout ce que nous avons vu. La pompe et la magnificence de la salle, la grandeur et la régularité de l'édifice, le grand complet des artistes maintenant attachés à cet établissement, tout cela nous paraît un songe, une illusion, ou plutôt un phénomène extraordinaire, lorsque nous réfléchissons qu'il a fallu à M. Caldwell moins de 3 mois, y compris environ trente ou quarante jours consécutifs de mauvais temps, pour bâtir et installer, comme il l'a fait le plus beau théâtre des Etats-Unis. Les citoyens de la Nouvelle-Orléans ne manqueront pas que de donner de justes éloges à un zèle et à l'activité de M. Caldwell, surtout ils s'empresseront de lui accorder le patronage auquel il a de si justes droits.

Le *School-for scandal* et le *Spoiled Child* ont été les pièces de début de la nouvelle compagnie attachée au Théâtre de la rue St. Charles. L'administration ne pouvait pas mieux choisir. Le premier de ces deux ouvrages est sans contredit ce qu'il y a de mieux sur la scène comique anglaise et c'est en cette raison une des pièces de prédilection du public de la Nouvelle-Orléans. D'ailleurs Charles Kemble devait y paraître et nous que cela suffisait, pour le mériter de nouveauté pour faire chez nous complète. Chez Parker est la favorite du parterre et nous ne pouvons que remercier M. Caldwell d'avoir fait une aussi excellente acquisition. Miss Lyne promet beaucoup et nous pouvons avancer qu'elle a fait le plus grand plaisir à tout l'auditoire dans le rôle de Maria.—MM. Decamp, (nouveau) Forbes, Barton, Cowell et Burke ont reçu de fréquens applaudissemens. Ces messieurs paraissent avoir une grande habitude de la scène et ne pas manquer de talent dans leurs emplois respectifs.

L'orchestre de son côté a rivalisé de zèle avec l'administrateur et la troupe entière pour donner toute la splendeur possible à cette première représentation. Les instrumens sont nombreux, surtout ceux à corde, (nous avons compté 11 violons et 4 basses, violoncelles ou contre-basses). Aussi, les effets d'orchestre ont-ils été parfaitement rendus. L'ouverture de la Muette et celle de Robin des Bois ont été exécutées avec beaucoup de précision et d'ensemble. Il manquait cependant le hautbois qui a été remplacé par le 1re. clarinette, et l'octavin d'une manière fort peu convenable. Le temps nous manque pour nous étendre d'avantage sur le premier début de la troupe attachée au nouveau théâtre. Nous trouverons sans doute l'occasion d'y revenir plus au long.

Dans le cours de la soirée, nous nous sommes rendu au théâtre de la rue du Camp, pour y entendre deux artistes que l'on disait d'un grand mérite. Le 1er. est M. Cuddy 1re. flute de ce théâtre, qui nous a étonné par le brillant mécanisme de son jeu; le second est M. Gambatti, qui nous a encore plus surpris par sa méthode profonde et par son jeu facile et assuré. L'instrument de M. Gambatti, est le corps à piston. Le public, sans doute, s'empressera d'aller apprécier par lui même le mérite de ces deux artistes distingués.

On nous annonce pour ce soir, au Théâtre de la rue St.-Charles, une représentation des Noces de Figaro, musique du célèbre Mozart. Le titre seul de cet ouvrage nous dispense de faire aucun commentaire à ce sujet.

Une lettre de Washington, datée du 11 du courant, contient ce qui suit : On présume que le gouverneur Cass, va être nommé ambassadeur en Angleterre, et que le général Wolf sera appelé au ministère de la guerre.

Nous lisons dans les gazettes du nord une nouvelle tellement importante pour le commerce maritime, que nous ne concevons pas qu'elle n'ait pas été publiée par ordre du gouvernement général dans les gazettes de tous les états du littoral des Etats-Unis.

" La tour à feu du cap Hatteras étant en réparation ne pourra exhiber son accoutumé que vers le milieu de janvier."

Nous lisons ce qui suit dans le *Républicain* de Franklin du 29 novembre :

" La goélette *Grapian*, capitaine Hopkins, arrivée ici Mercredi dernier, venant de Matagorda, Texas, rapporte, que le 3 Novembre, à 11 milles à l'est de *Pass Caballo* la goélette *San Felipe*, capitaine Hurd, armée et équipée à Brazoria, pour croiser dans ces parages, s'est échouée sur un banc de sable ; le 7 courant elle fut remise à flot, et le même jour, se jeta de nouveau sur la terre, s'étant fait une voie d'eau.

IMPORTANTE DECISION.

Il y a quelque temps que nous avons annoncé à nos lecteurs que diverses assemblées avaient eu lieu à N. York et à Boston pour aviser aux moyens de secourir les colons du Texas. Plusieurs publicistes ont contesté aux citoyens des Etats-Unis le droit d'intervenir dans cette affaire. Cette question a été soumise au *Circuit Court* des Etats-Unis, à New-York, qui a décidé que ce n'était nullement contrevenir aux lois des Etats-Unis, de donner aux Texiens tous les secours possibles. Pour l'information des personnes qui s'intéressent à ce pays, nous donnons à nos lecteurs une traduction littérale de la décision des juges Thompson et Boete, prononcée le 13 novembre, devant le grand jury du *Circuit Court* de New-York.

"Le grand jury des Etats-Unis pour le district Sud de New-York a soumet respectueusement à l'honorable *Circuit Court* des Etats-Unis la question suivante relative à une affaire maintenant en délibération.

"Est-ce ou n'est-ce pas une violation de la 6e. section de l'acte du Congrès passé le 20 avril 1818, intitulé "acte additionnel à l'acte qui pourvoit à la punition des crimes contre les Etats-Unis, ci-dessus", de tenir des assemblées dans ce district et de nommer des comités chargés de procurer des ressources et de faire des collectes pour aider les habitans du Texas à s'engager dans une guerre civile avec la souveraineté du Mexique, maintenant en état de paix avec les Etats Unis. (Signé) GIDEON TUCKER.

En réponse à la question ci-dessus, la cour n'examinera que les faits spécifiés et la section de la loi à laquelle on se réfère. La question est donc de savoir si des assemblées tenues dans ce district ou dans cet état, et si des comités chargés de procurer des ressources et faire des collectes pour aider les habitans du Texas à s'engager dans une guerre civile avec la souveraineté du Mexique, sont en contravention à la section de la loi précitée. La section ce est acte est ainsi conçue :

Section 6.—Et qu'il soit de plus ordonné que si quelque personne dans le territoire ou la jurisdiction des Etats-Unis, commence, met sur pied ou pourvoit et prépare les moyens d'entreprendre une expédition militaire ou une entreprise pour agir d'ici contre les territoires ou les domaines d'un prince ou état étranger, ou d'une colonie, peuple ou district avec lequel les Etats-Unis sont en paix, lorsque violation ainsi la loi sera ainsi réputée coupable de hyge félonie et sera punie d'une amende qui n'excèdera pas trois mille pinastres et d'un emprisonnement qui n'excédera pas trois ans.

Cette section ne s'applique seulement qu'aux expéditions militaires ou entreprise faites pour agir *des Etats-Unis* contre une puissance étrangère avec laquelle nous sommes en paix. Aucune personne ne commencera ou mettra sur pied, ni pourvoira ou préparera les moyens d'entreprendre une expédition militaire pour agir d'ici, etc, c'est à dire des Etats-Unis ou des territoires soumis à sa juridiction. Des dons en argent ou de tout autre nature, faits aux habitans du Texas pour les aider à s'engager dans une guerre civile contre la souveraineté du Mexique, ne peuvent d'aucune manière être interprétés comme tendant à commencer ou à mettre sur pied, à pourvoir ou à préparer les moyens d'entreprendre une expédition militaire pour agir d'ici contre leur territoire.

En conséquence, la réponse à la question posée par le grand jury est que le fait ainsi établi ne constitue aucune violation de la 6e section de l'article précité.

NOUVELLES RECENTES D'EUROPE.

Le navire paquebot Samson, capitaine Chadwick arrivé de Londres du 10 octobre up soir et de Portsmouth du 12. Ces feuilles ne contiennent rien d'intéressant. Nous donnons cependant, à nos lecteurs, le peu de nouvelles qui valent la peine d'être traduites.

Des lettres de Gênes du 1er. octobre, annoncent que par suite d'un mal-entendu entre le gouvernement Portugais et celui de Sardaigne, des ordres avaient été donnés par le roi de Sardaigne, pour armer et équiper la flotte nationale.

La France, dit le London Globe, ne peut pas songer à réduire son état militaire, car le gouvernement a besoin de garder toute l'armée sur pied pour le maintien des lois et de l'ordre des choses actuelles.

Le compte rendu de la situation financière de l'Angleterre va bientôt être publié, et, il présentera, assure-t-on, une balance favorable.

Le Prince de Saxe-Cobourg, disent les journaux français, est désigné comme le futur époux de la princesse Victoria, héritière présomptive de la couronne d'Angleterre.

Les conférences de Teplitz ont dû se terminer le 3 ou 4 octobre.

On évalue qu'il a péri dans les déserts qui conduisent à la Mecque 40,000 hommes, victimes du choléra de la fatigue et de la misère. Ces mêmes journaux disent emphatiquement que la poussière des déserts qui environnent la ville sainte n'est que de la poussière humaine.

Un traité vient d'être conclu entre l'Espagne et le Portugal concernant la navigation du Douro.

Les blés espagnols pourront dorénavant, moyennant un léger droit, arriver à Oporto pour y être transportés dans les provinces orientales de l'Espagne et même jusqu'à Cadix et Séville.

Le dernier numéro de la gazettinella de Bayonne annonce que Don Carlos se trouvait à Santander, et que le colonel Iturbide, qui commandait à Bilbao, était remplacé par Valdespina. Un jour cette institution pourra être établie en France : mais ce temps est encore fort loin de nous. Je demande seulement le maintien du Code Napoléon qui subsiste depuis vingt sept ans en pleine vigueur. Si l'esprit de la législation est contraire à la suppression de l'institution que l'on réclame, il l'est aussi à la personne de celui par lequel on veut le remplacer, puisque la place de cette garantie on n'en donne d'autre que celle d'un magistrat amovible, à qui jusqu'à présent on n'avait pas reconnu le droit de casser un citoyen français.

Les fonctions du ministère public sont toutes positives, elles sont assez déterminées, assez élevées; mais elles sont aussi assez délicates, par la même raison, qu'on ne veuille pas y joindre d'autres qu'il ne pourrait pas bien remplir. Le ministère public est en quelque sorte l'ame de l'administration de la justice; c'est lui qui met tout en mouvement, mais il ne décide rien ; tout requérir, rien faire, rien décider, surtout rien juger, parce qu'il n'a pas le caractère du juge, tels sont les principes qui me paraissent dominer la question sur tout ce qu'on a dit jusqu'à présent à porté sur des détails de procédure; et peut-être les principes généraux qui ont été mis en avant par mon honorable collègue et ami M. Villemain, peuvent-ils donner quelque réflexion, et d'être combattus si on ne les admettait pas. Tant qu'ils ne le seront pas, je les maintiendrai dans ma conviction la plus profonde.

On a cité aussi en exemple que le procureur du Roi avait voix délibérative à la chambre du conseil; il a même voix prépondérante, car son opinion peut l'emporter. Cela ne lui donne pas pour cela la qualité de juge. La preuve que ce n'est pas à titre de juge, c'est que la loi accorde la même prérogative à la partie civile.

On a cité hier les cours spéciales. Est-ce à l'appui de la demande de la suppression des chambres d'accusation?

M. Cousin- J'ai dit que le changement de juridiction est tout.

M. Le comte de Pontécoulant: Je ne parle pas de Blackstone, parce que je sais mieux la loi française que la loi anglaise. Je n'aime pas beaucoup les autorités; j'aime mieux les raisons. Les autorités étouffent, je ne les admets pas. Il y a, dans quelque pays que ce soit, tant de dissemblance d'un pays à un autre, que les raisonnemens sont bien peu de chose et sont toujours bien près de disparaître quand on regarde attentivement.

C'est à dire, c'est un premier pas, c'est pour moi une raison de combattre le second, parce que de là je vois très peu d'espace, et qu'après les motifs émis jusqu'à présent la mesure de supprimer la garantie des chambres d'accusation pour des crimes graves, et bientôt pour tous les crimes, que de passer de la mesure effectives et infamantes.

Ce n'est aussi que c'était seulement pour une classe de crimes. C'est clair, l'exposé le dit; mais dans le rapport de la commission, j'ai vu fort rapetisser le catalogue de ces crimes, il semblerait, d'après ce qui a été dit, qu'il ne serait question que des hommes pris en flagrant délit, les armes à la main, en cas de rébellion. Quand même il ne s'agirait que de ces coupables, je ne voudrais pas laisser à un homme seul le droit de les mettre en accusation; mais il y a beaucoup d'autres cas. Il en est un sur la dangereuse homicidiaires du temps, les infractions qui peuvent amener à être conduit en cour d'assises sans jugement préalable de la chambre d'accusation, aux termes de cet article.

D'ailleurs je suis d'une bien grande franchise, je suis en opposition même sur ce point de principe avec les auteurs de la mesure et ceux qui la soutiennent: car s'il n'y avait pas la garantie de la chambre d'accusation pour les autres crimes, je la voudrais pour ceux-là. Il ne s'agit pas de dire, quoi! vous défendez des gens pris les armes à la main, des rebelles! Ce n'est pas là; elle est de savoir si ce sont des rebelles, si ce sont des traîtres, si ce sont des coupables. Le jury seul, qui est sans préparation, peut avoir beaucoup de peine à déterminer ces cas, et à prononcer sciemment en conscience, ou l'acquittement ou la culpabilité, quand rien n'a été préparé par des magistrats. Et d'ailleurs il est sensible que de tous les crimes possibles, il n'y en pas où les méprises soient plus faciles, les erreurs plus fréquentes; il n'y en a aucune où il faille, je crois, prendre plus de précautions de sagesse et de mesure dans des crimes de cette nature-là, et d'une aussi grande gravité.

On a cité aussi en exemple que le procureur du Roi avait voix délibérative à la chambre du conseil; il a même voix prépondérante, car son opinion peut l'emporter. Cela ne lui donne pas pour cela la qualité de juge. La preuve que ce n'est pas à titre de juge, c'est que la loi accorde la même prérogative à la partie civile.

On a cité hier les cours spéciales. Est-ce à l'appui de la demande de la suppression des chambres d'accusation?

M. Cousin- J'ai dit que le changement de juridiction est tout.

M. Le comte de Pontécoulant: Je ne parle pas de Blackstone, parce que je sais mieux la loi française que la loi anglaise. Je n'aime pas beaucoup les autorités; j'aime mieux les raisons. Les autorités étouffent, je ne les admets pas. Il y a, dans quelque pays que ce soit, tant de dissemblance d'un pays à un autre, que les raisonnemens sont bien peu de chose et sont toujours bien près de disparaître quand on regarde attentivement.

Ainsi, c'est un premier pas, c'est pour moi une raison de combattre le second, parce que de là je vois très peu d'espace, et qu'après les motifs émis jusqu'à présent la mesure de supprimer la garantie des chambres d'accusation pour de certains crimes spéciaux bien moins loin de là à donner la même attribution pour d'autres crimes encore